



Zoom sur

Infos

Du 12-09-2016 au 18-09-2016

Presse francophone

sources

infos



10-09-2016

Un sit-in en hommage à Amira Merabet, brûlée vive la semaine dernière à Constantine

Un sit-in en hommage à Amira Merabet, brûlée vive la semaine dernière à Constantine, a été observé ce samedi 10 septembre par une centaine de citoyens devant la Grande-Poste, à Alger-Centre.

Amira Merabet, 34 ans, avait été brûlée la semaine dernière par un homme dans la ville El Khroub. La victime se rendait à son travail quand cet homme l'a surprise sur la voie publique, l'éclaboussant d'essence avant de mettre le feu à son corps. Amira qui a été évacuée au CHU de Constantine, a fini par succomber à ses brûlures. Elle a été inhumée mardi 6 septembre.

Selon plusieurs journaux locaux, l'auteur de cet acte désirait épouser la soeur ou une amie de la victime, qui a toutefois exprimé son désaccord. Le crime a eu lieu au quartier 20 août, communément appelé par ses habitants "Le Communal".

Ce samedi, une centaine de citoyens, dont des militants pour les droits de l'Homme et pour les droits de la femme en Algérie, ont observé un sit-in en hommage à Amira Merabet.

Des participantes à cette manifestation arboraient des pancartes sur lesquelles était écrit "Hier il l'embêtait, aujourd'hui il s'excuse, demain il l'a tue", en référence à [la clause "problématique"](#) du projet de loi sur les violences faites aux femmes. Ils scandaient aussi "J'ai la rage, il l'a réduite à un hommage", comme pour indiquer leur impuissance face à ces violences.

D'autres exprimaient leur "ras-le-bol" des violences faites aux femmes, scandant "Y'en a marre", entre autres. Dans la foule, se manifestaient de temps à autre des militantes pour dénoncer cet acte en particulier, sans manquer les violences faites aux femmes en Algérie.

Devant les meneurs de ce sit-in étaient aussi étalées des copies des pancartes, des portraits de la victime avec des fleurs et des bougies allumées, que les personnes présentes ont déposées. Certains participants, jeunes et moins jeunes, rendaient quant à eux hommage en écrivant leurs pensées à la victime sur une feuille blanche.

Lancée par une page Facebook, [l'événement](#) devait également se dérouler à Oran et Constantine.



12-09-2016

A Djerba, les Juifs et les Musulmans s'échangent les vœux à l'occasion de l'Aïd Al Idha

Après le repas de la fraternité, quand une seule table a réuni musulmans, juifs et chrétiens pour rompre le jeûne pendant le Ramadan, ce lundi 12 septembre 2016, jour spécial pour les Musulmans qui fêtent Aid Al-Idhha, un autre exemple de coexistence a eu lieu.

En effet, dans la Hara Al-Kbira, quartier principal de la communauté juive à Djerba, les Juifs et les Musulmans se sont échangé les vœux à cette occasion. C'est en tout cas ce qu'a témoigné Yashir, propriétaire d'un restaurant juif, plus que connu à Djerba.

Pour lui, la différence de religion n'a aucune importance. « Ce sont mes frères et je trouve normal le fait d'échanger avec eux les vœux à l'occasion de l'Aïd. Ils font de même lorsqu'il s'agit de nos fêtes » a-t-il expliqué à la chaîne privée Attessia.

Rappelons qu'environ 500 personnes de différentes confessions, musulmane, chrétienne et juive, parmi les habitants de l'île de Djerba et des touristes avaient pris part, pendant le mois de Ramadan dernier, à un repas de rupture du jeûne baptisé « repas de la fraternité », organisé à la corniche de Houmet Essouk (Djerba) par l'Association Hibiscus Djerba.



14-09-2016

Fiancée à 12 ans, ses photos enflamment les réseaux sociaux

Hier, une coiffeuse a partagé, fière, sur sa page Facebook, les photos d'une petite fille qu'elle a maquillée à l'occasion de la célébration de ses fiançailles.

Cette fillette qui n'a que 12 ans, vient de célébrer ses fiançailles, la veille de la rentrée scolaire, on se demande d'ores et déjà si elle sera parmi les élèves cette rentrée !!! (à vérifier)

Depuis, les internautes contestent ce « crime » bien autorisé par la loi puisque cette dernière n'interdit que le mariage accompli. Une pratique qui nous rappelle le phénomène de mariage des mineurs et de la propagation de la pédophilie.

Sana Ghnima, activiste et fondatrice de la l'association "Femmes & Leadership" a fait un appel, sur son compte, pour une prise en charge de la famille de cette fille



13-09-2016

La traductrice Necmiye Alpaya, 70 ans, emprisonnée par le régime d'Erdogan

Les nouvelles en provenance de la Turquie sont toujours aussi inquiétantes : depuis le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan s'est lancé dans une purge au sein de la population civile, des intellectuels et de l'armée. Le Conseil Européen des Associations de Traducteurs Littéraires, le CEATL, s'alarme ainsi de l'emprisonnement de la traductrice turque Necmiye Alpaya.

Dès le 27 juillet, un décret du gouvernement Erdogan prononçait la fermeture administrative de 29 maisons d'édition, sans fournir d'explications. 16 télévisions, 23 radios, 45 journaux et 15 magazines subirent rapidement le même sort, sans autre forme de procès. Dans les premiers jours qui suivirent le coup d'État manqué, « *près de 70.000 personnes ont été arrêtées, font l'objet d'une enquête, ont été suspendues ou congédiées. On compte au moins 59 journalistes et écrivains* » expliquait l'organisation PEN International.

Parmi eux, le cas d'Asli Erdogan est particulièrement frappant : la police turque s'est présentée à son domicile le 17 août dernier, pour lui signifier son arrestation. Un semblant de procès a eu lieu le 5 septembre, alors que l'auteure était accusée de « *propagande en faveur d'une organisation terroriste* », « *appartenance à une organisation terroriste* » et « *incitation au désordre* ». Le tribunal d'Istanbul a décidé de son maintien [au sein de la prison de Bakırköy](#), malgré son état de santé fragile.

Le CEATL attire aujourd'hui l'attention sur un autre cas préoccupant, celui de Necmiye Alpay, traductrice, critique et linguiste turque membre de la Çevirmenler Meslek Birliği (ÇEVBİR), l'association des traducteurs turcs. Comme Asli Erdogan, Necmiye Alpay a été accusée « *d'appartenance à une organisation terroriste armée* », et a été placée en détention dans l'attente d'un procès au prétexte qu'« *elle pourrait prendre la fuite* », rapporte le CEATL.

L'état de santé de Necmiye Alpay, 70 ans, est fragile, et le CEATL réclame sa libération immédiate, ainsi que la fin de la « *chasse aux sorcières* » initiée par Erdogan.

Une purge contre les soutiens aux minorités

Les arrestations commandées par Erdogan et son gouvernement ne sont évidemment pas uniquement dirigés vers les organisateurs du coup d'État de juillet dernier. Les soutiens politiques aux minorités opprimées par le régime turc sont également visés : Asli Erdogan avait été une des premières auteures à reconnaître le génocide arménien par les Turcs, et à présenter des excuses publiques, en 2008.

Pour Necmiye Alpay, ces représailles politiques sont encore plus flagrantes : elle fait partie du comité consultatif du journal Özgür Gündem, une publication prokurde, « *un poste symbolique pour incarner sa défense de la liberté d'expression* », précise le CEATL. Évidemment, dès le 16 juillet, le journal a été visé par la censure du gouvernement turc, avec une accusation de « *soutien aux actions terroristes du PKK* ».

PKK, pour Parti des travailleurs du Kurdistan, incarne une organisation armée et politique kurde qui commandite des actions pour revendiquer l'existence d'une nation kurde au sein de la Turquie moderne. L'organisation est considérée comme terroriste par le gouvernement kurde, mais aussi par les États-Unis, ce qui rend délicate toute aide internationale.

Au dernier G20, en Chine, Erdogan n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler à Barack Obama que son pays devait continuer à lutter [avec la Turquie contre les organisations terroristes](#) : l'État islamique, bien sûr, mais aussi les groupes kurdes originaires de Syrie.



14-09-2016

Le film iranien « Muhammad, le messager de Dieu » interdit de projection en Tunisie

Le film iranien « Muhammad, le messager de Dieu » devait être projeté en avant-première arabe au cinéma le Colisée à Tunis, le 21 septembre prochain à partir de 19h.

Réalisé par Majid Majidi, « Muhammad, le messager de Dieu » est le film à plus gros budget jamais réalisé en Iran et a bénéficié du soutien financier de l'Etat.

Or, selon Mounira Ben Hlima, directrice des arts audiovisuels auprès du ministère de la Culture, ce film ne sera pas projeté en Tunisie. Elle a démenti, dans une déclaration à Mosaïque FM, les informations selon lesquelles, le film aurait reçu l'autorisation du ministère de la Culture.

Mounira Ben Halima a ajouté que le réalisateur iranien du film veut promouvoir son film en Tunisie mais il n'a pas eu le feu vert de la part du ministère de la Culture qui ne peut autoriser la projection d'un film incarnant les prophètes et les Sahaba (compagnons) du prophète Mohamed (SAWS).



14-09-2016

La Tunisie menacée par une "crise de la soif"

Coupages d'eau, barrages à sec, végétation assoiffée: la Tunisie a connu un été difficile en raison d'un important déficit pluviométrique, une pénurie qui a renforcé les tensions sociales dans plusieurs régions défavorisées du pays.

En août, le ministère de l'Agriculture affirmait que la situation pouvait devenir "catastrophique" s'il ne pleuvait pas d'ici la fin de l'été mais depuis, les quelques orages ont été largement insuffisants pour réalimenter les nappes phréatiques et les barrages, comme celui de Sidi Salem, près de Béja (nord).

Terre de transition entre les climats méditerranéen et désertique, la Tunisie est de longue date considérée comme un pays particulièrement concerné par les problèmes hydrauliques.

Mais cette année, les précipitations -qui sont de loin la principale ressource hydrique du pays- sont en baisse d'environ 30%, souligne auprès de l'AFP le secrétaire d'Etat chargé des ressources hydrauliques et de la pêche, Abdallah Rabhi.

Du fait de cette sécheresse, les pertes agricoles atteignent près de deux milliards de dinars (plus de 800 millions d'euros) en 2016, d'après l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche, le principal syndicat du secteur.

Depuis la mi-mai, plus de 700 coupures d'eau ont en outre été recensées par les autorités.

Officiellement, elles durent de quelques heures à trois jours. Mais Alaa Marzouki, de l'Observatoire tunisien de l'eau, assure que certaines régions de l'intérieur connaissent des coupures "de près d'un mois".

Son ONG met en garde contre "un soulèvement de la soif" dans ces zones défavorisées, où existent déjà de vives tensions sociales.

Cet été, plusieurs manifestations de protestation d'habitants en colère, ont été rapportées par des médias locaux.

"Nous souffrons", explique à l'AFP Mabrouk, un habitant de la région de Gafsa (sud-ouest), l'une des plus pauvres de Tunisie. "Nous avons acheté une citerne d'eau pour notre consommation et celle de nos animaux. Nos demandes à l'Etat sont restées sans réponse, alors on attend qu'il pleuve, grâce à Dieu".

Face à la sécheresse persistante, même le ministère des Affaires religieuses a appelé à des prières "pour la pluie".

'Situation très dangereuse'

Avec le déficit de pluviométrie, la trentaine de barrages du pays, qui servent à l'irrigation des terres agricoles et l'approvisionnement en eau potable, affichent des niveaux de remplissage alarmants.

Fin août, leurs réserves étaient inférieures de 40% à celles de l'an dernier à la même période, selon des chiffres de M. Rabhi.

Certains, comme celui de Nabhana à Kairouan (centre), sont totalement à sec.

Pour celui de Sidi Salem, "la diminution est de 50%", explique le chef de site, Cherif Gasmi. "Il faut remonter à 1993-1994 pour retrouver un tel niveau de sécheresse".

"Si la pluie ne tombe pas d'ici fin septembre (...), nous devons alors puiser dans la réserve stratégique du barrage et c'est une situation très dangereuse", confie-t-il.

Le niveau des puits profonds fournissant les régions sans barrages a aussi baissé, dans certains cas de 25%, a indiqué Mohamed Dahech, PDG de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (Sonède).

Comme parallèlement, la consommation d'eau de la population augmente (4% par an en moyenne), la Sonède a exhorté les Tunisiens à se montrer plus économe.

Mais pour Alaa Marzouki, c'est surtout l'agriculture qui devrait faire des efforts: ce secteur consomme chaque année 80% des ressources en eau, contre 14% pour les ménages, 5% pour l'industrie et 1% pour le tourisme, selon des chiffres officiels.

	<p>"L'Etat n'a pas mis au point les stratégies nécessaires", accuse M. Marzouki, déplorant notamment "la vétusté des canalisations".</p> <p>Les autorités reconnaissent que ce dernier point entraîne de 10 à 30% de pertes.</p> <p>Mais si la Sonède n'a pas les moyens d'entretenir ou renouveler les canalisations, c'est en raison des factures impayées -d'usagers privés comme publics-, qui ont atteint quelque 60 millions d'euros en 2016, rétorque son PDG.</p> <p>Pour répondre à la crise, le nouveau gouvernement tunisien assure que plusieurs projets de barrage, bloqués depuis la révolution de 2011, ont repris et prévoit la construction de trois usines de dessalement d'eau de mer dans le sud dupays pour un coût d'un milliard de dinars (400 millions d'euros).</p>
--	--



09-09-2016

Un bateau de femmes pour briser le blocus de Gaza fait escale en France

Dans la continuation des Flottilles de la Liberté qui depuis 2008 ont tenté de se rendre à Gaza pour témoigner de la solidarité internationale aux Palestiniens de Gaza sous blocus, un bateau va à nouveau prendre la mer le 15 septembre prochain.

La Flottille, composée de deux navires (Amal-Hope et Zaitouna-Oliva) avec exclusivement des femmes à leur bord, partira de Barcelone, ville jumelée avec Gaza, et fera escale en France le 17 et 18 septembre à Ajaccio.

Parmi les femmes qui prendront place à bord : Mairead Maguire, prix Nobel de la Paix, Naomi Wallace, auteur américaine de pièce de théâtre, la parlementaire néozélandaise Marama Davidson, la Norvégienne Gerd von der Lippe, écrivaine et ancienne star sportive, Eva Manly, réalisatrice de documentaires et photographe, l'universitaire Marilyn Porter, la députée suppléante suédoise Jeannette Escanilla...

Ces femmes veulent mettre en évidence la situation dramatique et injuste imposée aux deux millions de civils qui survivent dans la bande de Gaza, ce territoire

occupé par Israël et sous blocus aérien, maritime et terrestre depuis 2006. Depuis, elle subit des attaques militaires répétées et deux ans après l'attaque israélienne de 2014, seulement 10% des 11 000 maisons détruites ont été entièrement reconstruites. La situation humanitaire est désastreuse, le blocus impacte tous les aspects de la vie des Palestiniens de Gaza (logement, santé, agriculture, infrastructures, emploi...) et particulièrement les femmes et les enfants. Selon l'ONU, la bande de Gaza sera inhabitable d'ici 2020 si rien ne change.

Ces femmes – citoyennes, personnalités – navigueront dès le 15 septembre vers Gaza pour rappeler aux dirigeants du monde entier qu'il faut mettre un terme au blocus.

La flottille a reçu le soutien de plusieurs organisations et de députés européens.



10-09-2016

Harraga : Le deuil de ceux qui s'éteignent sans jamais briller

Serrés les uns contre les autres, épaule contre épaule, les yeux accrochés au ciel, le regard vide, le corps froid, les bouts des doigts entamés...des cadavres sur un rafiot pourri...Et cette odeur fétide qui emplit l'air et finit par tordre l'estomac et embrumer les têtes.

Serrés les uns contre les autres, épaule contre épaule, les yeux accrochés au ciel, le regard vide, le corps froid, les bouts des doigts entamés...des cadavres sur un rafiot pourri...Et cette odeur fétide qui emplit l'air et finit par tordre l'estomac et embrumer les têtes.

On les a repêchés ce matin un peu partout dans la mer, et les marins affirment qu'il y'en a qui flottent encore...il y'en avait partout. Le « Rayes » n'a pas voulu prendre le risque de les ramener tous...un corps emplit d'eau...ça pèse ! Et puis, ils ont coulé parce qu'il y'en avait trop...beaucoup trop. Ils ont fait chavirer une barque une fois ça suffit !!!

« Ils sont morts noyés, Ils iront direct au paradis » entend-on chuchoter ici et là. Plus la chose est inadmissible plus ridicule est la justification. Paradis, mon cul.

Les portes de l'Eden sont fermées pour aujourd'hui comme toutes les portes auxquelles ces pauvres gens ont déjà frappé.

Pour la plupart c'est des jeunes, Y'en a même des enfants. Il y'a des filles aussi...égalité oblige.

Il y'a bien d'autres façon de mourir les gars, pourquoi avoir choisi la pire ? La panique, le froid, le noir, l'épuisement et puis finir loin des siens, repêché comme un thon...



Le pire c'est que le noyé se voit mourir...Ne pas savoir nager est une aubaine, le gémissement dans ce cas finit au bout de 10 minutes maximum. Pour les autres, c'est une mort au ralenti et une fin atroce. Mais enfin, imaginez un peu le supplice de ce jeune au fin fond de l'obscurité se débattant contre les vagues, alourdi par son jean mouillé, écoutant les hurlements de ceux qui n'ont pas fini de crever tout autour et fuyant ses compagnons de voyage qui essaient de se cramponner à lui et l'entraîner vers le fond...

Et puis tout à coup le silence, la solitude, la mort qui guette, la conscience que cette fois c'est fini, le désespoir qui n'en finit pas d'enfler, le regret sans repentance possible, l'amertume, la vraie, celle qu'on emporte dans la tombe, la tristesse pure...et puis de la chair qui flotte.

Qu'est ce qui a pu se passer dans leurs têtes au moment d'achever une vie de misère de la plus miséreuse des façons. S'éteindre alors qu'on n'a jamais brillé.

Mourir pour rien et vivre pour mourir ainsi. Mourir sans trace...Dans l'eau, on ne laisse pas de trace. Comme un bouchon, on s'enfonce et puis on flotte...

Ce que je ne comprends pas c'est qu'ils vont finir par les enterrer dans la terre qu'ils ont fuit. Cette terre qui les a vomi. On va les ramener au point de départ alors qu'ils sont décédés en fixant la ligne d'arrivée : cette lumière qui luit au loin,

	<p>cet espoir qui miroite. Un peu de bon sens enfin !! Laissez les mourir où ils ont voulu vivre...</p> <p>A la base, en entamant ce papier j'ai voulu parler politique...mais il y'a mort d'homme...il y'a mort d'homme. Le temps est au deuil.</p>
 <p>15-09-2016</p>	<p>Tunisie : Pour la première fois, une femme à la tête de la justice militaire</p> <p>Pour la première fois depuis l'indépendance, une femme a été désignée à la tête de la justice militaire. Il s'agit du colonel major Amel Jouini qui a été nommé par le président de la République, commandant suprême des forces armées, au prestigieux poste de procureur général, directeur de la justice militaire en vertu en remplacement de Ali Fatnassi dont elle était l'adjoint. Le décret de sa nomination a été publié dans le JORT n° 74 du 9 septembre 2016.</p> <p>Le poste est très sensible. La justice militaire a instruit des affaires emblématiques dont notamment celles des anciens hauts cadres sécuritaires « accusés » d'avoir ordonné de tirer sur les manifestants lors du soulèvement ayant précédé la chute de l'ancien président Ben Ali. Elle aura, également, à instruire le dossier de « Hizb Ettahrir » qui est visé par une plainte déposée par le ministère public suite à la diffusion d'un communiqué virulent appelant à « couper des têtes et des mains », ainsi que l'affaire de l'hebdomadaire « Athawra News ».</p>
 <p>15-09-2016</p>	<p>Lycée Dachraoui Menzah 9: Une lycéenne fait de la résistance pour une histoire de tablier et dénonce !!</p> <p>Une drôle de façon de marquer la rentrée scolaire dans certains établissements du pays en cette date du jeudi 15 septembre. En effet, si l'heure est à la fête dans la plupart des écoles, collèges et autres lycées, ce n'est pas vraiment le cas du côté du Lycée Dachraoui El Menzah 9 puisqu'un mouvement anti sexiste est en</p>

train de se mettre en place et fera certainement couler beaucoup d'encre l'occasion de cette reprise scolaire !

Il faut dire que notre système éducatif public impose le port du tablier aux filles alors qu'il n'en est rien pour les garçons. Certains y voient une injustice criante et une sorte de discrimination basée uniquement sur le sexe de l'individu. C'est en effet l'avis de l'une des élèves de cet établissement qui refuse catégoriquement de porter le tablier d'autant plus qu'il est imposé par le lycée même (pourtant il est public) à 25 dinars l'unité.

Elle en parle dans un statut Facebook. Voici ce qu'elle a écrit :

« Comme le numéro vert du ministère de l'Education nationale ne répondait pas et que dans ce pays on ne peut pas se faire entendre, j'ai rouvert Facebook juste pour dénoncer un agissement de la part de mon lycée que j'ai jugé trop inadmissible pour me taire.

Je sais que ce n'est pas le plus gros problème auquel fait face le système éducatif en général et les élèves, néanmoins, cela m'affecte et affecte un groupe assez étendu d'élèves. Il me semble donc adéquat d'y donner une importance.

Alors voilà, il y a à peu près un an et demi j'étais révoltée quant au fait que le code vestimentaire sexiste dans les lycées impose le port du tablier seulement aux filles et je me rappelle très bien que beaucoup de personnes en dehors et dans le lycée m'avaient soutenue. Mais voilà aujourd'hui, rien ne semble avoir avancé. Bien au contraire, aujourd'hui mon lycée (Menzah 9 Dachraoui) annonce dans une note adressée seulement aux élèves de sexe féminin du lycée (إعلام / خاص بتلميذات المعهد) qu'elles sont priées de se tenir au tablier unifié du lycée qui coûte 25 dinars (الالتزام بالزني الموحد).

Et je tiens à préciser que dans le règlement intérieur il est aussi stipulé que les filles sont obligées de le porter (ترتدي التلميذات الزني الموحد الذي ويفره المعهد و يحمل شعاره). J'ai beau essayé de comprendre la logique derrière ce tablier unique à mon lycée, je n'ai rien pu conclure à part que si vous êtes une Tunisienne qui souhaite ne pas être illettrée et bien ça coûte plus cher. J'aimerais qu'on m'explique pourquoi mon tablier bleu que ma grande sœur m'a légué et que j'ai donc eu

gratuitement ne serait plus un tablier adapté pour aller au lycée public. La situation est déjà déplaisante, pourquoi l'aggraver? Je me demande comment le ministère a pu approuver une telle offensive.

Premièrement, comme je l'ai dit c'est un lycée public pourquoi devrait-on être obligé d'acheter un tablier personnalisé? Deuxièmement, le pouvoir d'achat du citoyen se détériore de plus en plus, pourquoi l'oblige-t-on à dépenser encore plus quand il a déjà ce dont il a besoin? D'autant plus, le tablier bleu est presque dix dinars moins que celui que vend le lycée. La majorité des élèves du pays arrivent à peine à payer pour les fournitures, il faut regarder la vérité en face, nous sommes tous en crise.

Si c'était facultatif, je comprendrai que pour le prestige du lycée ce serait bien de mettre à la disposition des élèves un tablier customisé. Par contre, il n'y a aucun but, aucun fondement à cette initiative qui encourage le sexisme et qui handicape financièrement les élèves et leurs familles.

Si je n'achète pas ce tablier c'est avant tout par principe car ce serait me plier à l'injustice de l'administration et les autoriser à abuser de leur autorité. Si je l'achète par contre, ce sera parce qu'on m'aura sanctionnée ou peut être renvoyée.

Les explications pour ce tablier sont toutes invalides car si on me disait que c'est pour plus de discipline, de sécurité et d'ordre, je dirai que ces arguments ne compteront que quand le tablier sera porté par tous les élèves garçons et filles sans discrimination.

#inégalité #injustice #éducation #ministère #dachraoui Ministère de l'éducation Tunisie (page officielle)

Post scriptum: le règlement intérieur se contredit car il cite l'obligation de porter le nouveau tablier dans le premier paragraphe, et l'obligation de porter le tablier bleu dans le deuxième. »

	<p>Il est sûr et certain que cette affaire ne s'arrêtera pas là et que les responsables du Lycée et du ministère devront intervenir d'une façon juste pour ne pas attiser la polémique naissante autour de cette histoire de tablier !</p>
 <p>16-09-2016</p>	<p>Tunisie: Après avoir béni les fiançailles d'un couple de 12 et 15 ans, le délégué de l'Enfance de Gafsa a été démis de ses fonctions</p> <p>Des fiançailles entre une adolescente de 12 ans et un adolescent de 15 ans, rien de choquant pour le délégué de l'Enfance de Gafsa, amené à enquêter sur les circonstances de cette union qui a suscité l'émoi de nombreux Tunisiens sur les réseaux sociaux.</p> <p>Intervenu sur les ondes de Shems Fm le 15 septembre, il a estimé que cet pré-engagement matrimonial est conforme aux traditions et coutumes. Argument de poids pour le représentant de l'Etat: "sa corpulence ne donne pas à la fille l'air d'avoir 12 ans".</p> <p>Des déclarations qui ont entraîné une levée de boucliers. Réagissant à cette polémique, le soir même, le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance publie un communiqué sur Facebook annonçant l'évincement du délégué en question.</p> <p>"Après concertation avec le chef du gouvernement, la ministre de la Femme et de l'Enfance a pris sa décision de démettre le délégué. Nous sommes vigilants quant aux droits de l'enfant que nous sommes engagés à les protéger rigoureusement", a déclaré Iyed Dahmani, porte parole du gouvernement sur les ondes de Shems Fm.</p> <p>La mise à l'écart du délégué de l'Enfance signe-t-il la fin de l'affaire? Que sera le destin de ce couple d'adolescents? Le porte parole du gouvernement assure que le nouveau délégué qui sera nommé à Gafsa reprendra contact avec les familles pour suivre cette situation et faire en sorte de prévaloir l'intérêt supérieur de l'enfant conformément aux lois tunisiennes en la matière.</p>

14-09-2016

Amina Zeghal, une femme debout

L'universitaire tunisienne est à Genève, invitée dans le cadre de la Semaine de la Démocratie. Elle parle de son pays, de ces lendemains d'une révolution encore inachevée, d'obscurantisme qui voudrait gripper la démocratie en marche

Lors de la présentation de la Semaine de la démocratie, hier mercredi à l'Hôtel de Ville de Genève, elle a diffusé une image sur un écran. Une photo de l'artiste JR, spécialiste du Street Art, prise à Sidi Bouzid, berceau de la révolution tunisienne, quelques semaines après le soulèvement populaire du 14 janvier 2011. Portrait collé sur un amoncellement de voitures de police calcinées, dans un terrain vague.

Tunisie, comme une métaphore

Pour Amina Zeghal, l'image dit tout de la démocratie en transition dans son pays, «plurielle dans sa constitution, audacieuse par ses pièces rapportées et insolite dans un monde arabe désert de démocratie». Amina aime les oxymores, figure de rhétorique comme silence assourdissant, qui sont des métaphores. «La Tunisie est une métaphore, pays des prédicateurs, des artistes underground, des femmes voilées et des seins nus», confie-t-elle.

Elle aime son pays, au point d'y être revenue après huit années d'études à Paris-Dauphine, un doctorat en mathématiques en poche. Elle aime son pays au point de s'être démenée pour que la Tunisie participe à cette Semaine de la démocratie avec une exposition présentée au Palais des Nations et sept étudiants tunisiens qui, le 19 septembre, vont débattre avec leurs homologues genevois «de regards croisés sur une démocratie en mouvement».

Directrice générale de l'Université Dauphine-Tunis

Anja Wyden Guelpa, la chancelière d'Etat, a salué l'obstination et la persévérance d'Amina Zeghal. Elle n'en manque pas. Elle est depuis 2014 la directrice générale de l'Université Dauphine-Tunis. Trois cent soixante étudiants,

autant de filles que de garçons qui étudient les maths, les statistiques, la probabilité et l'actuariat ou «impact financier des risques futurs».

Grosses têtes et gosses de riches? «Non, nous fonctionnons avec des parrainages et aidons les plus méritants. L'idée est de développer dans l'avenir la microfinance et les start-up. J'ai fondé une association de développement qui soutient les nouveaux projets.»

La croissance est nulle en Tunisie, le chômage frôle les 15% et 27% chez les jeunes diplômés. Une matière grise qui s'enfuit ou s'ennuie. «La crainte, c'est un retour en arrière, les droits qui peuvent reculer, la révolution qui serait inachevée», avertit-elle. Elle l'a aimée cette révolution, ce printemps. «Grâce à elle, on est passé d'un regard de flic pendant vingt-trois ans à un regard de citoyen.»

De son appartement perché sur une colline, elle a vu le 14 janvier 2011 un avion s'envoler, le seul puisque l'aéroport était fermé. L'ancien président Ben Ali était à bord. La révolution lui a fait peur au début à cause des émeutes, de la foule emportée, hystérique. La famille possède des entreprises et certaines ont été saccagées. Puis l'espoir, vite, qui emporte l'angoisse. Elle ne faisait pas de politique par crainte. Elle n'en fait pas plus aujourd'hui mais peut parler librement. Elle a voté pour la première fois il y a quatre ans de cela. Elle avait 37 ans. Elle va dire aux jeunes Genevois cette chance de la démocratie directe et des référendums qu'il faut entretenir en allant voter. Elle est maman de deux ados qui sont fiers d'elle «parce que l'une de mes conférences a été vue par 60 000 Youtubers», sourit-elle. Elle aurait pu les voir grandir à Paris, qui se disait prête à la conserver dans son giron, elle et toute sa matière grise. Mais Amina Zeghal et son mari ont opté pour un regroupement familial à Tunis, auprès des parents et de ce pays fragile, à la révolution inachevée, en construction.

Défendre les minorités

«Les menaces sont triples: le terrorisme et l'extrémisme religieux et le manque de développement. Il nous faut plus de soutien international, plus d'investisseurs et plus de touristes», assène-t-elle. En tant que femme elle bénéficie du Code

du statut personnel adopté juste après l'indépendance en 1956, code qui stipule que la femme est une citoyenne de plein droit, que la répudiation et la polygamie sont interdites. Rien à voir avec le Maroc ou l'Algérie, dont le code de la famille est appelé «code de l'infamie» par les progressistes. Elle veut défendre cela, ainsi que le droit de toutes les minorités, les homosexuel(le)s notamment.

Elle revient à cette photo qu'elle a montrée hier à Genève: «J'ai peur qu'il se cache derrière cette œuvre d'espoir des morceaux de voile noir, un voile devenu symbole de l'obscurantisme au nom de l'islam.» Elle dit que la révolution a révélé toute la pauvreté de la Tunisie «car avant on ne la voyait pas, elle était occultée, cachée par le pouvoir, Tunis et nos plages étaient une belle vitrine». Qu'en faire aujourd'hui? «Une démocratie ne se bâtit pas en quelques jours, nous sommes au début de quelque chose», se rassure-t-elle.

Parler avec elle du burkini qui cet été sur quelques plages françaises a fait beaucoup parler et polémiquer: «D'abord ce n'est pas joli, je ne suis pas pour, mais je suis contre les gens qui sont contre. C'est une façon de s'habiller tout autant extrême que le nudisme.»

المصدر	المقال
<p>جمهورية</p> <p>14-09-2016</p>	<p>الناشطة الحقوقية لينا بن مهني أمام القضاء يوم الاثنين القادم فيما عُرف بقضية "طريحة جربة"</p> <p>تمثل الناشطة الحقوقية لينا بن مهني يوم الاثنين 19 سبتمبر أمام حاكم التحقيق بمدنين فيما عرف بقضية "طريحة جربة" التي تعود أحداثها الى صائفة 2014 والتي اعتدى فيها عدد من الامنيين عليها أمام وفي ساحة منطقة الأمن بحومة السوق. وشرحت لينا بن مهني موقفها في التدوينة التالية:</p> <p>"صباح الخير خمسة أيام تفصلني عن الوقوف أمام حاكم التحقيق في القضية المهزلة التي رفعتها ضدّي العصيّ الغليظة للحسابات والانتماءات الحزبية، جالّدو الأمس واليوم والغد فيما يتعلّق بنفس الأحداث التي بات الجميع يعرفها ب"طريحة جربة" التي تعود أحداثها الى صائفة 2014. أنا اليوم أكثر قوّة من أيّ وقت مضى. فلم أعد تلك "البنية" الساذجة التي تتأثر من تسليط الظلم عليها مهما كان مأتاه. اليوم وبتراكم التجارب صرت أعرف مصدر الظلم وأتوقّعه قبل أن يسلّط عليّ. وكنت أنتظر هذه القضية المهزلة وأتوقّعها كوسيلة للمقايسة حتى أتخلّي عن حقّي في تتبّع من اعتدوا على حرمة جسدي واستعملوا العنف اللفظي والمادي مجانا ضدّي وضدّ عائلتي. تأتي هذه القضية بعد محاولات عدة لترك القضية التي رفعتها على رفوف المحكمة حتى أنساها. ولكن بتمسكي بحقي ها أنّي أصبح بقدره قادر متهمة في نفس الأحداث.</p> <p>أعود وأقول تمسّكت بالقضية من أجل مبدأ ففي بلد يتعرّض فيه من هو تحت حماية وزارة الداخلية الى عنف أعوان وزارة الداخلية" مجانا": (أضفتها عمدا ففي بلادنا هناك من يؤمن بأنّ من حقّ غيره أن يتعدّى على حرمة الجسدية اذا ما اخطأ و لتعدّد الروايات منها أنّنا تعمّدنا</p>

الذهاب الى منطقة الامن للتعدّي على الامنيين مستقويين بوجودي تحت الحماية (مضحكة هذه الرواية فانا اتفادى دخول ذلك المكان حتى لاستخراج وثيقة) و منها أنّي كنت في حالة سكر و غيرها من السخافات) ماذا يكون مآل المواطن العادي الذي يقوده حظّه العائر الى هكذا وضعية ؟ هذا بالاضافة الى أنّي كمدوّنة كثيرا ما عملت على فضح هكذا ممارسات فلا مجال للعنف و التعذيب و تجاوز الصلاحيات ممّن يعتبرون حماة الوطن .

تمسّكت بالقضية و يأتسّك بها الى اخر رمق .

أشكر كلّ من ساندني بطريقة أو بأخرى و الطرق عدّة:

+ شكرا لكلّ من وعدوا بمرافقتي .

+ شكرا لكلّ من ساندني علنا غير ابيه بوابل الشتائم التي قد توجّه اليه فانا لا انتمي الى حزب أو الى طائفة معينة و بالتالي فانا محلّ جدل و لا تجوز مساندتي .

+شكرا لكلّ من ساندني "بسترة ربي" فذلك يعطي نوعا من الدفع المعنوي .

+شكرا لكلّ من لم يساندني لسبب أو لآخر فبفضلكم زادت تجربتي وزدت يقينا أنّ المساندات ولاءات ومصالح. شكرا لمن قال : "تي هي لينا بن مهني شكون باش يمسه" وكأنّ الاعتداء الجسدي الحاصل وتلفيق القضية لا يعتبر مسا من شخصي ومن كرامتي اه نسيت يجب ان امكث وراء القضبان أو أن أموت كما كتبت نقابة الامن في بيانها حتى يعتبر مسا يستوجب المساندة.

+شكرا لكلّ من يستمتع بهذه اللحظة علنا أو في قرارة نفسه فحقدكم مصدر قوتي و منه أصنع حبا .

ألنقي من ألنقي منكم في مدينين يوم الاثنين القادم وألنقي البقية حيث تعودنا اللقاء أمام المحاكم و في الشوارع فانا لن أحيّد عن طريقي و لن أتخلّى عمّن سيظلم حتى و ان تخلّى عنّي الكثير".

لا يمكن الحديث عن حرية الصحافة في ظل التشغيل الهش وانتهاك الحقوق الاقتصادية والاجتماعية للصحفيين

قال رئيس النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين ناجي البغوري " إنه لا يمكن الحديث اليوم عن حرية الصحافة في ظل بيئة صحفية تنسم بالتفكير وانتهاك الحقوق الاقتصادية والاجتماعية للصحفيين من " خلال التشغيل الهش والعقود غير الواضحة

وأكد خلال لقاء انتظم اليوم الخميس بتونس بمناسبة احياء فعاليات "اليوم الوطني لحماية الصحفيين"، أن النقابة تتلقى يوميا شكايات تتعلق بانتهاكات اقتصادية في حق صحفيين ،مفيدا بأنه تم خلال السنة الحالية تسجيل حوالي 65 حالة طرد تعسفي و300 إبلاغ عن حالات عدم تلقي أجور كما دعا البغوري الحكومة و بموجب إلترام تونس بالإعلان العربي لحرية الإعلام على إعطاء هذه المسألة الأهمية اللازمة، مطالبا وزارة الشؤون الاجتماعية بمراقبة المؤسسات الاعلامية، لضمان إحترام حقوق الصحفيين ومنع إختراق القطاع من قبل بارونات المال الفاسد من جانبه أكد المدير التنفيذي للفرع التونسي لمنظمة العفو الدولية لطفي عزوز، على ضرورة وضع حد للإعتداءات ضد الصحفيين قائلا " ان المرحلة الحالية تحتاج إلى إرساء تشريعات تليق بالمهنة في "مجتمع إنتقالي يرنو إلى ضمان حقوق الإنسان

أما ممثلة منظمة مراسلون بلا حدود ياسمين كاشا ، فقد أعربت عن قلق المنظمة من اخضاع الصحفيين للتحقيق من قبل الوحدة الأمنية المختصة في جرائم الإرهاب ، حيث بينت أن سنة 2016 شهدت إستدعاء 10 صحفيين للتحقيق

كما أبرزت أن المنظمة لاحظت وجود تخوف كبير من الصحافة الإستقصائية ، تجسدت من خلال التضييقات التي مورست ضد القائمين عن الموقعين الإلكترونيين “إنكفاده” و “نواة” متسائلة “عن الجهة التي تقف وراء هذه الممارسات

من جهته أفاد عضو المكتب التنفيذي للنقابة الوطنية للصحفيين التونسيين زياد الدبار، بأن النقابة ستعمل على إرساء خطة وطنية لحماية الصحفيين ،تقوم بالأساس على جملة من المحاور تتعلق أساسا بالتشريعات ،مضيفا أن هذه الخطة ستتوج بامضاء اتفاقيات بين المؤسسات الاعلامية والنقابة والحكومة

كما أكد أن النقابة ستتخذ الاجراءات القانونية اللازمة ضد المؤسسات الإعلامية التي لا تحترم تعهداتها إزاء الصحفيين، من بينها سحب إجازات البث ، و مطالبة المستشهرين العموميين بعدم منح الإشهار لهذه المؤسسات

على هامش اليوم الوطني لحماية الصحفيين.. والدة نذير القطاري «أولادنا حيين والدولة ميتة»

خلال ندوة انتظمت صباح أمس بتونس العاصمة بمناسبة إحياء اليوم الوطني لحماية الصحفيين دعت منظمات وطنية ودولية لكشف حقيقة اختفاء الصحفيين سفيان الشورابي ونذير القطاري المخطوفين في ليبيا منذ 8 سبتمبر 2014

وكرّرت منظمات وطنية مختلفة بينها مراسلون بلا حدود والنقابة الوطنية للصحفيين التونسيين، ومنظمة المادة 19 والشبكة الأورو متوسطية لحقوق الإنسان، واللجنة من أجل احترام الحريات وحقوق الإنسان في تونس، والمنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، نداءها للحكومة التونسية وللسلطات الليبية لتسليط الضوء على مصير الصحفيين سفيان الشورابي و نذير القطاري، كما ناشدت المنظمات المذكورة السلط التونسية بجعل حماية الصحفيين من أولوياتها



09-09-2016

وكان رئيس الجمهورية التونسية قد أعلن، بطلب من المجتمع المدني الثامن من سبتمبر 2015 "يوما وطنيا لحماية الصحفيين" إحياء للذكرى الأولى لاختفاء سفيان الشورابي ونذير القطاري في 2014 ورغم أن رئاسة الحكومة في وقت سابق أعلنت في بيان لها عن تكوين لجنة وطنية مشتركة تضم أعضاء من الحكومة و منظمات تعمل على حرية الصحافة وذلك بطلب من المنظمات الوطنية والدولية العاملة على موضوع كشف الحقيقة في اختفاء الشورابي والقطاري، ولكن كل المتدخلين في الندوة أكدوا أنه لم يتم تفعيل هذه اللجنة التي لم تر النور بعد وبقيت حبرا على ورق ولم تخف المنظمات التي حضرت مناسبة إحياء اليوم الوطني لحماية الصحفيين ما لاحظته من لامبالاة السلطات في تونس وفي ليبيا أيضا عند التعامل مع هذا الملف كما لم تغفل المنظمات الحاضرة ومن خلال التدخلات المختلفة دعوة السلطات بتدعيم الحماية القانونية و الجسدية والاجتماعية -الاقتصادية من خلال إعطاء الأولوية للمصادقة على القانونين الأساسيين المتعلقين بالسمعي البصري وبحرية التعبير والصحافة والطباعة والنشر ليكونا متناغمين مع الدستور والمعايير الدولية مع ضرورة التشاور مع تصورات أهل المهنة والمجتمع المدني ومن بين أبرز المتدخلين الذين ألقوا كلمة بمناسبة إحياء اليوم الوطني لحماية الصحفيين تحدّث نقيب الصحفيين التونسيين على ضرورة أن يكون هذا اليوم ليس مناسبة للمطالبة بحماية الصحفيين من القتل أو الخطف فقط ولكن أيضا مناسبة لحمايتهم اجتماعيا لأن "حرية الصحافة تفقد معناها كما أن الظروف الاجتماعية والمهنية الهشة تؤدي إلى إفساد القطاع وتمركز لوبيات المال الفاسد".

أما سعيدة قرّاش المستشارة المكلفة بالعلاقة مع المجتمع المدني في رئاسة الجمهورية فتحدّثت عن استعداد الرئاسة الدائم للوقوف إلى جانب الصحفيين وأن إقرار يوم وطني لحماية الصحفيين الذي وافقت عليه سريعا رئاسة الجمهورية يعتبر مكسبا غير مسبوق عربيا ودوليا كما ذكّرت قرّاش بالمناقب النضالية لسفيان الشورابي وأكدت أن الدولة التونسية لن تتدخّر جهدا في كشف الحقيقة أما المدير التنفيذي للفرع التونسي لمنظمة العفو الدولية لطفي عزّوز فقد قال إن المنظمة تطالب

السلطات التونسية باتخاذ خطوات أكثر فاعلية من أجل التصدي للانتهاكات بتطوير المنظومة التشريعية وتطوير الدبلوماسية التونسية لتكون دبلوماسية فعّالة في تطبيق حقوق الإنسان مسار كشف الحقيقة

وفي سياق متصل كشف المدير التنفيذي للنقابة الوطنية للصحفيين فاهم بوكدوس عن مسار كشف الحقيقة حول اختفاء القطاري والشورابي منذ اختطافهما يوم 8 سبتمبر مفضدا كل ما قيل على أن النقابة لم تقم بدورها لاسترجاع الصحفيين المختطفين، مؤكدا على أن النقابة قامت بالاتصال بكل الأطراف الليبية الفاعلة والمؤثرة عند اختطافهما كما أحدثت يوم 24 سبتمبر 2014 خلية أزمة لمتابعة الملف وأنها لم تدخر جهدا في التواصل مع كل المؤسسات والهيكل الرسمية للضغط عليها لإيجاد حلّ ولكن التجاوب لم يكن في المستوى المأمول

كما كشف بوكدوس عن بعض الأخطاء وكذلك الصعوبات التي تمت مواجهتها للكشف عن الحقيقة ومنها "حجم الابتزاز السياسي للملف من أجل نزع اعتراف ديبلوماسية" كما أشار بوكدوس إلى أن مشاعر التشاؤم أو التفاؤل حول مصير الشورابي أو القطاري لا بدّ من دعمها بمؤيدات وأن باب الأمل يبقى مفتوحا

وأصرت سنية رجب والدة نذير القطاري عند في كلمتها على التأكيد بأن زيارتها وزوجها إلى ليبيا كشفت 80 بالمائة من حقيقة الاختفاء وأنها ستعود لليبيا لجلب ابنها، كما أكدت أن الأجهزة الرسمية "للدولة تقاعست في مساعدتها وختمت حديثها بقولها "أولادنا حيين ولكن الدولة ميتة

لاول مرة في تاريخ تونس: هاجر بن الشيخ تؤدي اليمين الدستورية دون "فولارة"

ادت النائبة هاجر بن الشيخ أحمد عن حزب آفاق تونس اليمين الدستورية بالبرلمان بدون غطاء رأس "فولارة" و هي لاول مرة تحدث في تاريخ تونس بعد أن أصبحت رسميا نائبة عوضا عن النائب

أرابيسك
للمعلومة شكل اخر

16-09-2016

رياض المؤخر

و يشار ان هاجر بن الشيخ أحمد من مواليد سبتمبر 1970 بالمرسى وهي متزوجة وأم لولدين،
متحصلة على الاستاذية وشهادة الدراسات المتخصصة في الدراسات السياسية والادارية والدولية في
كلية العلوم القانونية والسياسية والاجتماعية بتونس سنة 1994 وعلى شهادة الدراسات المعمقة في
القانون العام والمالي سنة 1996

وقد بدأت مسيرتها الاعلامية في برنامج شبابي على الاذاعة الدولية كما عملت كمعلقة صحفية ضمن
برنامج نسمة صباح على القناة الوطنية الأولى من سنة 2000 إلى 2002 قبل أن تتحول إلى
البرامج الحوارية السياسية على موجات الاذاعة الخاصة اكسبراس أف أم من سبتمبر 2011 إلى
جوان 2013

إنحو ثورة أخلاقية جديدة: أيها التونسيون أصبحوا أغنياء

اليوم لم يعد يشكك أحد في التوقعات التي كان يرددها عدد من الخبراء الاقتصاديين: سنة 2017
ستكون فعلا سنة كل الصعوبات والمخاطر.. وفي الحقيقة نحن نلمس هذه البواكير منذ سنة 2014
بفعل الضغوط المتصاعدة على المالية العمومية والتجاء الدولة التونسية إلى الاقتراض

...دون أن ينتج عن ذلك نمو اقتصادي أو تشغيل أو خلق للثروة

مقابل تصاعد وتيرة المخاطر المالية ومن ثمة الاقتصادية والاجتماعية لجأت كل الحكومات المتعاقبة
...إلى نهج سياسة رجل المطافئ: السعي لإطفاء الحريق بعد اندلاعه عوض محاولة استباق أسبابه



15-09-2016

اليوم هنالك إجماع – أو يكاد – على التشخيص ولكن مازالنا غير منفتحين على سبل الإنقاذ ومازالت تطغى أحيانا نظرة عقائدية غير براغماتية أو عاطفية غير عقلانية... ومازال بعضنا يعتقد أن الحل الأول والأخير يكمن فقط في أخذ المال من مظانه (أي عند الأغنياء) وتوزيعه على الفقراء في نظرة...ملائكية لمشاكل البلاد الاقتصادية والاجتماعية المعقدة

لن يتأسس مستقبل صلب على الأوهام والعواطف النبيلة أو أحلام دون كيشوت أو روبين هود... فهناك طريق واحدة لا ثانية لها لخلق الثروة: العمل ولا شيء غير العمل: عمل الفكر والساعد والتخطيط والإنجاز... العمل المضني ذو الجودة العالية والمتواصل في الزمن دون انقطاع... ينبغي بداية أن يقطع كل التونسيين مع عقلية «الدجاجة الذهبية» أو «البقرة الحلوب».. فلكي نوزع الثروة...لا بد من خلقها بداية ولنعترف جميعا أن خلقنا للثروة يتراجع يوما بعد آخر

لا بد أن يسعى كل تونسي إلى كسب الرزق وتنمية ماله من إمكانيات ومتاحات حتى لو شاءت...ظروف حياته أن يكون على حافة طريق التنمية اليوم

لا ولن تنهض البلاد بالبكاء على الماضي وعلى الحظ النحس وبقطع الطرقات وتعطيل الإنتاج و بانتظار معجزة من السماء أو من الدولة... فالسماء لن تمطر ذهباً ولا فضةً والدولة لن توفر العيش...الرغد لجميع أبنائها

بداية الخروج من أزمة البلاد الخائفة هي تغيير جذري في كل العقليات: لنخلق جميعا الثروة بما هو متاح لكل واحد منا... والسعي لخلق الثروة حتى عند من حُرِم من كل عناصرها هو في حد ذاته خلق للثروة واستعداد نفسي لها وانخراط في منظومة النجاح بدل التمسك المزمِن بالفشل الشخصي..والجماعي

الاحتجاج علامة حياة ولكن أن يسجن المرء نفسه في دائرة الاحتجاج الأبدي فذلك مخزّب للذات ومهدر للطاقات ومانع من استغلال فرص الحياة وقاتل للإرادة.. وما نقوله ليس خطاب نخبة تعيش

في برجها العاجي ولا تحس بآلام شعبها.. بل هو خطاب يندرج في تجربة كل واحد فينا: النجاح موجود عند كل فرد بالقوة مهما كانت وضعية انطلاقه... يكفي فقط أن يعي بهذا وأن يجد منظومات... تعينه على تحقيق أهدافه وحلمه وذلك هو واجب الدولة

إن الثورة التونسية التي حققت ديمقراطية نباهي بها بين الأمم لا بد أن تتحول إلى ثورة ذهنية ونفسية تتأسس على العمل وعلى الطموح للتفوق وإلا ستظل ثورة رثّة تنجذب إلى أسفل بينما تتقدم أمم.. وشعوب بفضل إرادة جماعية صلبة مازلنا نحن نفتقرها إلى أبعد حدّ ومحاربة الفساد تندرج في هذه الثورة الأخلاقية المطلوبة.. فنحن نحارب الفساد لأنه ينتج ثروة غير مشروعة دون عمل شريف.. فاستشراء الفساد هو ضرب لقيمة العمل وضرب لجدواه وضرب لقيمة... تكافؤ الفرص وضرب للجهد الشخصي والوطني للخروج من هذه الأزمة الخانقة

ولهذه الاعتبارات كانت مقاومة الفساد أولوية الأولويات الوطنية ونحن ننتظر خطوات جريئة ومفصلية فيها... فضرب جماعات الفساد والرشوة والمحسوبية هو أكبر درس أخلاقي لإعلاء قيمة... العمل في مجتمعنا

نحن نتفهم غضب الشباب والفئات المهمشة في بلادنا ولكن ينبغي أن نقول لهم خطاب الحقيقة والصراحة: لا وجود لريع في تونس لنتقاسمه لا فسفاط ولا بترول ولا ماء ولا غير ذلك.. المنجم الوحيد الذي يمكنه إنقاذ البلاد لو تقاسمنا ثروته هو منجم العمل.. وأن كل طريق آخر لاكتساب شيء... من زينة الحياة الدنيا ينبغي أن يُقاوم

.....والعمل هو طاقة أولا وقبل كل شيء.. إن نحن

Radio

Sources

Infos



10-09-2016

La Tunisie succède au Bahreïn à la présidence de la Ligue arabe

La Tunisie a succédé au Bahreïn à la présidence du conseil de la Ligue arabe dans sa 146ème session jusqu'à mars 2017 et ce lors de la séance d'ouverture de la réunion ordinaire ministérielle tenue au siège de la Ligue au Caire, en présence du secrétaire général et des ministres arabes des Affaires étrangères.

Présidant la réunion, le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, a souligné "l'engagement de la Tunisie en tant que présidente de cette session dans les circonstances exceptionnelles que vit le monde arabe, à servir les causes de la nation arabe, à consolider la solidarité arabe, une des constantes de la politique extérieure de la Tunisie, à œuvrer à la réforme de la ligue et à relever le rendement de l'action arabe commune".

Réitérant la position constante de la Tunisie à l'égard de la cause arabe, Khemaies Jhinaoui a souligné que celle-ci "restera en tête

des priorité de la présidence tunisienne qui œuvrera de concert avec les autres pays arabes et en coordination avec les partenaires internationaux à mettre fin à l'état de léthargie et contribuer à relancer les efforts et initiatives en vue de relancer le processus de paix afin de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes et établir son Etat indépendant".



15-09-2016

Suite à des déclarations accordées à ShemsFm : le délégué de l'Enfance de Gafsa démis de ses fonctions

Dans un communiqué rendu public aujourd'hui, 15 septembre 2016, le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance a indiqué que les déclarations accordées par le délégué de l'Enfance à Gafsa, déclarations accordées lors de son intervention à l'émission Malla Nhar du même jour, ne représentent en rien la politique du ministère.

Indiquons que les déclarations qui ont offusqué le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance concernent les fiançailles d'une fillette de 12 ans.

Le ministère a donc décidé de démettre ledit délégué de ses fonctions en attendant de poursuivre l'enquête.

Communiqués

Sources

Communiqués



14-09-2016

النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين
Syndicat National des Journalistes Tunisiens **snjt**

بيان

حول منع بث حوار على قناة التاسعة

على إثر صدور جملة من التصريحات والبيانات حول منع بث حوار تلفزي على قناة التاسعة مع الرئيس السابق محمد المنصف المرزوقي بضغوط من رئاسة الجمهورية، أجرت النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين اتصالات بكل الأطراف المعنية وخاصة قناة التاسعة التي أكد مسؤولوها حقيقة تعرضهم إلى هذه الضغوطات.

ويهم النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين في هذا الصدد أن تعبر عما يلي:

استنكارها الشديد لكل تعد على حرية الصحافة وتذكر باستعداد الصحفيين الدائم لخوض كل أشكال النضال دفاعا عن مكاسب الثورة وعلى رأسها حرية التعبير وبأنها لن تسمح لأي جهة سياسية كانت بالتعدي على جملة المكاسب التي تحققت.

استغرابها صمت رئاسة الجمهورية وعدم إصدارها لأي توضيح لما حدث. وتذكر النقابة أن إمضاء رئيس الجمهورية على الإعلان العربي لحرية الإعلام هو تأكيد والتزام بحماية حرية التعبير والصحافة.

و تدعو رئاسة الحكومة إلى توضيح حقيقة تورط بعض أعضائها في هذه الحادثة وتذكرها بأنه لا سبيل لعودة التعليمات وممارسة أي وصاية على الإعلام.

وتذكر بأن مؤسسات الإعلام مطالبة بالتمسك بحرية الصحافة و الدفاع عنها وعدم خضوعها لأي ضغوط مهما كان مصدرها وتطالب قناة التاسعة بكشف تفاصيل ما قالت أنه ضغوط وتسمية الضالعين فيها ليتسنى التشهير بهم سياسيا ومتابعتهم قضائيا.

كما تهيب نقابة الصحفيين بالمؤسسات الإعلامية إلى عدم التلاعب بمصداقية الإعلام وبنبل رسالته تعزيزا لثقة الجمهور خاصة وقد سبق لمدير قناة التاسعة أن أعلم عن حيازته لمعلومات خطيرة حول حقيقة الاغتيالات السياسية وتعرضه إلى تهديدات قال أنه سيكشف عنها، قبل أن يتراجع عن ذلك الأمر .

إن النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين لن تسمح تحت أي ظرف كان بعودة منظومة الاستبداد التي قامت على تدجين الإعلام وتطويعه والتدخل في مضامينه، وسوف تجند كل طاقاتها دفاعا عن حرية الصحافة واستقلالية وسائل الإعلام.

عن النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين

الرئيس

ناجي البغوري